

15 janvier 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis de la transition énergétique et de la lutte contre le réchauffement climatique, aux Emirats Arabes Unis le 15 janvier 2013.

Majesté,

Mesdames, Messieurs les Présidents

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Vous me faites un grand honneur de me permettre d'intervenir le premier pour cette conférence.

Je veux saluer l'initiative qui a été prise par Son Altesse Cheikh Zayed qui démontre que les Emirats Arabes Unis sont en pointe en matière d'énergies renouvelables et plus largement de développement durable.

J'en ai eu encore la preuve en découvrant la maquette de ce que sera la ville du futur, celle que vous construisez à MASDAR et qui permet à beaucoup de pays d'avoir là des références utiles pour leurs propres choix. Je veux aussi reconnaître la place que les Emirats ont prise depuis déjà plusieurs années avec l'Agence internationale des énergies renouvelables, dont le siège est ici et qui compte déjà plus de 100 Etats membres.

Je suis conscient de l'enjeu que trace Cheikh Zayed. Nous devons effectivement relever un défi. Si nous ne faisons rien, n'engageons rien, n'investissons rien, alors nous sommes sûrs que la catastrophe viendra. Les chiffres parlent deux-mêmes.

La demande énergétique devrait augmenter de plus d'un tiers d'ici à 2035. Nous ne pourrions y répondre qu'avec les énergies fossiles c'est-à-dire le pétrole, le gaz, le charbon. Nous savons bien que cela aurait deux conséquences : la première, c'est un prix de ces énergies fossiles insupportable pour toutes les économies, celles qui sont aujourd'hui développées comme les émergentes.

Mais il y aurait une deuxième conséquence qui serait encore plus dommageable. C'est le réchauffement climatique dont nous avons aujourd'hui déjà un certain nombre de preuves. Tout laisse à penser que si nous n'agissons pas, ce n'est pas de 2 degrés à la fin du siècle que nous pouvons craindre l'élévation de la température de la planète, mais de 4 degrés avec tout ce que cela signifierait en terme de dérèglement, de catastrophe et d'impact sur les populations.

Nous avons donc un devoir économique : faire en sorte que nous puissions vivre avec d'autres énergies que celles que nous connaissons aujourd'hui et nous avons l'obligation de permettre à notre planète d'être vivable pour les générations qui viennent.

C'est pourquoi nous devons engager le monde dans deux directions

La première, c'est l'efficacité énergétique, car là nous avons des potentiels considérables de progrès. L'Agence internationale de l'énergie nous dit que 80% des économies d'énergie sont dans la construction ou la rénovation de logements. Là encore, vous en faites la démonstration ici aux Emirats. Nous en France, nous avons fait le choix de donner à cette priorité tous les moyens. Nous ferons que toutes les constructions de bâtiments et de logements seront avec des normes environnementales élevées et avec des mécanismes d'économies d'énergie considérables. Nous allons lancer aussi un programme de rénovation de nos logements. Un million seront concernés car c'est un devoir. Toutes les économies d'énergie nous permettront, non seulement d'être moins dépendants, mais d'innover dans les processus de fabrication. Nous avons des entreprises de pointe en France. Vous avez bien voulu les reconnaître.

... nous avons des entreprises de pointe en matière d'énergie, notamment en 2012 puisque l'une de ces entreprises, Schneider, leader mondial de l'efficacité énergétique, a reçu ici même le prix Zayed. Nous voulons donc faire le choix de l'efficacité énergétique.

Mais nous voulons aussi développer les énergies renouvelables. Notre pays développe des moyens considérables, a des compétences reconnues dans toutes les filières : aussi bien les énergies marines, le solaire et nous participons à cette belle initiative de la Centrale SHAMS 1 qui nous permet d'espérer que le solaire va prendre une place plus importante encore dans les bilans énergétiques, la géothermie, la biomasse... Là encore, nous disposons de grands groupes et de PME qui nous assurent qu'il y a des gisements considérables de productivité et d'efficacité.

Nous devons aussi agir, la France, avec l'Europe. Nous avons donc affiché un certain nombre de obligations qui seront telles qu'en 2020 nous aurons réduit de 20% les émissions de gaz à effet de serre, consommé 20% d'énergies renouvelables, et réalisé 20% d'économies d'énergie. J'ai proposé à nos partenaires européens d'aller encore plus loin et de nous donner des objectifs plus élevés pour 2030.

Mais ce dont je suis convaincu, c'est que nous ne devons pas nous opposer les uns et les autres, pays développés par rapport aux pays émergents, pays consommateurs par rapport aux pays producteurs, pays qui ont fait des efforts d'investissement et d'autres moins. Si nous sommes tous lucides et conscients de l'enjeu, nous devons nous réunir. D'autant que la situation économique difficile que nous connaissons est à la fois le produit d'une crise financière, d'une crise économique mais aussi d'une crise écologique et technologique. Nous avons montré que nous étions capables de sortir de la crise financière et notamment la zone euro. Nous devons faire la démonstration que nous pouvons être capables de sortir de la crise économique et que nous le ferons ensemble.

Je suggère plusieurs initiatives pour y parvenir.

D'abord, nous avons besoin de mobiliser des financements en faveur de l'énergie durable.

Il y a eu ces dernières années, des investissements importants à l'échelle du monde dans ce secteur. Nous avons même pu évaluer l'ampleur de ces investissements à près de 300 milliards de euros. Mais il y a un tassement avec la crise et donc un ralentissement de cette intensité d'investissement. Je vous propose que nous puissions lancer un appel pour que nous ayons davantage d'investissements dans les énergies renouvelables. Chacun des pays doit également avoir un cadre réglementaire, fiscal et financier qui permette cette mobilisation. Et là encore, en France, nous allons permettre à travers un grand débat sur la transition énergétique, de définir les règles qui nous permettront de mobiliser encore davantage de capitaux pour les énergies renouvelables.

Nous devons faire la démonstration de la rentabilité de ces énergies et donc de la capacité de tirer un avantage qui n'est pas simplement une moindre dépendance par rapport à d'autres sources d'énergie, mais un avantage financier pour les groupes et les fonds qui s'investiraient dans ces secteurs.

C'est également un enjeu de compétitivité et donc de croissance, si nous sommes capables de maîtriser davantage nos matières premières et notre énergie. Je propose que nous ayons des fonds communs pays consommateurs, pays producteurs pour investir dans les énergies nouvelles et que nous puissions préparer l'après-pétrole. Je salue ce que font beaucoup de pays producteurs d'énergies fossiles qui sont conscients sans qu'il y ait de date précise sur le pic pétrolier qu'à un moment il va aussi falloir préparer la transition. Nous pouvons donc agir ensemble pour être capables d'inventer ce monde de l'après-pétrole.

Cette transition énergétique et c'est le deuxième appel que je voudrais lancer suppose de changer l'organisation de nos villes, d'inventer un nouveau modèle : ce que l'on appelle la ville du futur avec un habitat bioclimatique, une mobilité différente de celle d'aujourd'hui, une gestion intelligente de l'eau et des déchets. Là encore, je veux souligner l'excellence des entreprises dans ces domaines pour l'aménagement de villes durables. C'est le défi architectural, urbain, social, économique, écologique. « Comment bâtir des villes nouvelles ? », c'est l'enjeu des pays émergents et «

comment rénover les villes anciennes ? », cest lenjeu des pays développés.

Enfin, la dernière initiative que nous pourrions prendre la plus importante cest à travers ce rassemblement daujourd'hui, de préparer les rendez-vous de demain, cest à dire la conférence qui doit prendre des décisions en matière de climat.

Celle de Doha avait permis de lancer lengagement qui a conduit au Protocole de Kyoto et de jeter les bases de la négociation dun futur accord global pour 2015. Convenons que nous sommes loin du compte, que ce qui avait été affiché et promis na pas toujours été tenu. Nous devons réussir en 2015.

Pour montrer la détermination de la France, jai annoncé que nous étions candidats pour accueillir cette conférence sur le climat. Si nous sommes candidats, ce nest pas seulement pour organiser une conférence et pour jouer notre rôle dhospitalité bien connu. Si la France est candidate, cest parce quelle veut que la conférence sur le climat puisse être un succès.

Voilà ce que jétais venu vous dire, répondant à linvitation qui mavait été faite.

Nous devons nous fixer des objectifs réalistes, mais volontaristes.

Nous devons aussi assurer légal accès à toutes les énergies et à toutes les matières premières. Cest la raison pour laquelle nous devons aussi faire preuve de solidarité.

Jai lancé lidée des financements innovants. La France avait déjà montré lexemple à travers un certain nombre de taxes qui pouvaient être perçues à léchelle du monde et dont les recettes pouvaient être affectées à une mission particulière. Cela a été fait avec la taxe sur les billets davion. Aujourd'hui, je pense que ces financements innovants peuvent permettre de trouver les ressources qui pourraient sinvestir dans le développement durable, mais également dans laide aux pays les plus pauvres. Cest aussi le sens de linitiative lancée par le Secrétaire général des Nations-Unies M. BAN Ki-Moon avec le programme énergie durable pour tous et la France est prête à sinvestir largement par rapport à cette perspective.

Majesté,

Mesdames, Messieurs les Présidents,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Nous partageons ensemble les mêmes préoccupations. Mais nous devons aussi partager les mêmes ambitions. Lheure nest plus à la dispersion ou au constat complaisant, mais à l'action. Nous devons donc nous rassembler cest fait , rassembler nos forces elles sont là , mais également nos ressources, pour que nous puissions faire de cette semaine du développement durable qui est organisée ici un moment et une étape importante.

Je veux donc vous dire que la France sera au rendez-vous : son gouvernement jen prends ici lengagement ses entreprises elles sont là, présentes , nous mettrons toutes nos ressources à la disposition de cet enjeu climatique.

Nous sommes aussi conscients quil nous faut faire un effort de recherche et nous sommes prêts à lengager. Nous voulons montrer lexemple à travers la transition énergétique, car tout ce que nous faisons dans chacun de nos pays engage le monde entier.

Je vous assure donc de tout notre concours. La France veut faire de la transition énergétique une grande cause nationale, européenne et mondiale. Elle sait quici elle a des partenaires qui seront au rendez-vous de la conférence-climat de 2015 qui, jespère - à Paris -, permettra de faire le saut que vous attendez tous, pour répondre au défi qui nous est posé et être à la hauteur de lappel des générations nouvelles, pour que nous leur laissions une planète digne de lhumanité. Merci ».